CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 2 au 5 mei 2017

JEUDI
04 mai 2017
à 14 h 15

Questions orales

Propositions

1. Proposition de loi (M. David Clarinval, Mmes Goedele Uyttersprot, Patricia Ceysens et Leen Dierick et MM. Egbert Lachaert, Vincent Scourneau et Benoît Friart) modifiant le Code des sociétés et la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, améliorant la procédure de dissolution des sociétés inactives, dont le siège est fictif et de celles dont les responsables ne disposent pas des connaissances professionnelles suffisantes, n^os 1940/1 à 8.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : M. Francis Delpérée et Mme Leen Dierick]
2. Proposition de loi (Mmes Sophie De Wit, Sarah Smeyers, Goedele Uyttersprot et Kristien Van Vaerenbergh, M. Egbert Lachaert et Mme Carina Van Cauter) modifiant la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN "Intervenants", n^os 2087/1 à 9.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke]
3. Proposition de résolution (M. Veli Yüksel, Mme Nahima Lanjri et MM. Roel Deseyn, Jef Van den Bergh, Jean-Jacques Flahaux et Emmanuel Burton) relative à la politique de diversité au sein du Groupe SNCB, n^os 1276/1 à 7.
[Rapporteur : M. Wouter Raskin]
4. Proposition de résolution (Mmes Karine Lalieux et Laurette Onkelinx et MM. Laurent Devin, Emir Kir, Eric Massin, Jean-Marc Delizée et Frédéric Daerden) visant à encourager les entreprises publiques autonomes à s'inscrire dans une politique d'emploi qui lutte contre le chômage des jeunes dans les grandes villes, n^os 1762/1 et 2.
[Rapporteur : Mme Nele Lijnen]
[Application de l'article 88 du Règlement]
5. - Proposition de loi (Mmes Valerie Van Peel, Sarah Smeyers et Karolien Grosemans et MM. Koen Metsu et Peter Buysrogge) modifiant le Code d'instruction criminelle en vue de promouvoir la lutte contre le terrorisme, n^os 2050/1 à 13.

- Proposition de loi (Mmes Valerie Van Peel, Sarah Smeyers et Karolien Grosemans) modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue de promouvoir la lutte contre les infractions terroristes, n°s 1687/1 à 4.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Benoit Hellings, Gilles Vanden Burre et Stéphane Crusnière]

6. Proposition de loi (MM. Denis Ducarme et Olivier Chastel, Mme Françoise Schepmans, MM. Jean-Jacques Flahaux et Koen Metsu et Mme Katja Gabriëls) modifiant l'article 134quinquies de la Nouvelle Loi Communale en vue de permettre au bourgmestre de fermer les établissements suspectés d'abriter des activités terroristes, n°s 1473/1 à 11.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : M. Peter Buysrogge et Mme Sarah Smeyers]

Nomination d'un conseiller à la Cour des comptes (Chambre néerlandaise), n° 2433/1.

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7) (voir annexe)

Votes nominatifs

sur les propositions terminées.

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

Annexe

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de résolution (Mmes Annemie Turtelboom et Nele Lijnen) en matière de lutte contre le génocide, le massacre silencieux de 117 millions de femmes, n° 2428/1.
2. Proposition de résolution (M. Laurent Devin et Mmes Gwenaëlle Grovonius et Karine Lalieux) relative au rétablissement de la ligne Thalys sur la dorsale wallonne, n° 2430/1.
3. Proposition de loi (MM. Peter Vanvelthoven et Ahmed Laaouej) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de rendre les revenus distribués par les trusts imposables dans le cadre de la taxe Caïman, n° 2432/1.
4. Proposition de loi (M. Olivier Maingain et Mme Véronique Caprasse) modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, en ce qui concerne la vente de l'armement collectif des autorités habilitées à porter des armes en service, n° 2434/1.
5. Proposition de loi (Mme Veerle Wouters et M. Hendrik Vuye) modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen afin d'établir des incompatibilités supplémentaires pour les bourgmestres, les échevins et les présidents de CPAS, n° 2438/1.
6. Proposition de loi (Mmes Yoleen Van Camp, Renate Hufkens et Valerie Van Peel et M. Jan Vercammen) modifiant la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, en ce qui concerne les pénuries de médicaments, n° 2440/1.
7. Proposition de résolution (Mmes Yoleen Van Camp, Valerie Van Peel et Renate Hufkens et M. Jan Vercammen) visant à lutter contre les pénuries de médicaments, n° 2441/1.
8. Proposition de loi (Mme Fabienne Winckel, M. Jean-Marc Delizée, Mme Karine Lalieux et M. Paul-Olivier Delannois) modifiant la loi du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages visant à interdire les clauses de parité tarifaire étroite entre les plateformes de réservation en ligne et les établissements d'hébergement touristique, n° 2442/1.
9. Proposition de résolution (MM. Denis Ducarme, Olivier Chastel, Philippe Pivin, Gautier Calomne et Benoît Friart) visant à la mise en place d'un contrat-citoyen pour toutes les personnes de dix-huit ans résidant en Belgique, n° 2443/1.
10. Proposition de loi (Mme Daphné Dumery) modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne l'instauration de zones cyclables, n° 2444/1.

11. Proposition de loi (Mme Julie Fernandez Fernandez et MM. Willy Demeyer et Paul-Olivier Delannois) modifiant la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes en vue d'adapter aux technologies modernes les modes d'expression de la volonté concernant le prélèvement et la transplantation d'organes et de tissus après le décès, n° 2445/1.
 12. Proposition de loi (Mme Annick Lambrecht) modifiant le Code pénal en vue d'incriminer l'occupation d'un logement habité de façon licite par une autre personne, ainsi que le fait de séjourner dans un tel logement ou de l'utiliser, n° 2446/1.
-